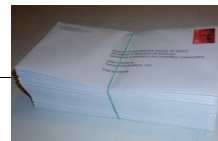


Lettre aux bourgmestres du 11-07-2017

Ce 11 juillet 2017 nous avons envoyé une lettre aux 57 communes qui se sont déclarées hors TTIP-CETA afin qu'ils apposent les panneaux à des endroits visibles de leur commune.



Collectif Ma commune hors CETA Le 11 juillet 2017.

André Parisse

rue de Malonne, 9a

5150 Floreffe

contact@macommunehorsceta.be

Collège communal

<Adresse1>

<Adresse2>

<Titre> Bourgmestre <Nom_Bourgmestre>,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

Mesdames et Messieurs les Conseillers Communaux,

Le <Date Motion>, vous avez voté une motion forte, déclarant votre Commune : zone hors TTIP - CETA. Ce faisant, vous avez fait de <Communes> un exemple qui a grossi les rangs des communes qui se déclarent hors TTIP - CETA.

A l'heure actuelle, 1500 villes et communes européennes dont plus de 180 communes belges se sont déclarées hors TTIP - CETA.

Visiblement, certains parlementaires européens à Strasbourg n'ont pas entendu les voix des citoyens. Parce que le pouvoir communal est plus proche de nous, nous revenons vers vous dans le but de réitérer votre refus aux accords transatlantiques tels que proposés. Et ce au nom des citoyens de <Communes>.

Les accords du CETA devant maintenant être approuvés par l'ensemble des parlementaires nationaux, il nous semble opportun de rappeler à ceux-ci notre volonté symbolique de se déclarer zone hors TTIP-CETA.

Comment ? En plaçant à un endroit visible de votre commune, un panneau qui annonce que celle-ci se déclare zone hors TTIP-CETA (comme l'a affiché la commune de Watermael-Boitsfort).

Concrètement, nous vous proposons des panneaux en Alu-DIBOND® format A3 au prix coûtant de 12 € TTC frais de livraison de 7,5 € en sus (jusqu'à 14 panneaux). Informations, commande et modalités de paiement via mail : contact@macommunehorsceta.be



La position prise par votre conseil communal sur la question, est un signal fort et vous pouvez en être fiers, affichez-le !

Il est primordial de continuer à attirer l'attention sur le sujet et sur l'évolution des votes nationaux actuels. Cela permettra également de soutenir les 38 % des parlementaires européens votant qui se sont opposés au CETA, et de sensibiliser les nombreux navetteurs qui empruntent quotidiennement les axes routiers de votre territoire.

Le collectif citoyen « Ma commune hors ceta »